

Unité départementale Aube/Haute-Marne  
1 boulevard Jules Guesde  
CS 70377  
10026 TROYES

TROYES, le 17/10/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/07/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **DOSSOT Frères**

17 rue du Pilon  
10260 Virey-sous-Bar

Références :  
Code AIOT : 0005702183

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/07/2023 dans l'établissement DOSSOT Frères implanté Dessus de Bicherey 10110 Chervey. L'inspection a été annoncée le 05/07/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DOSSOT Frères
- Dessus de Bicherey 10110 Chervey
- Code AIOT : 0005702183
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société DOSSOT Frères est autorisée par l'arrêté préfectoral n°2013002-0002 du 2 janvier 2013 à exploiter une carrière de roche massive calcaire sur la commune de Chervey. L'activité du site est également réglementée par l'arrêté ministériel du 22/09/1994 modifié relatif aux exploitations de carrières.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Action nationale déchets de l'industrie extractive

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Existence d'une installation de gestion de déchets inertes - vérification	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 + annexe I	/	Sans objet
2	Existence d'une installation de gestion de déchets de cat A - vérification	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Sans objet
3	Gestion et suivi des zones de stockage – aménagement et entretien	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Sans objet
4	Gestion et suivi des zones de stockage – suivi déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Sans objet
5	Gestion et suivi des zones de stockage – Localisation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Sans objet
6	Plan de gestion des déchets – nature et quantité	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
7	Plan de gestion des déchets – lieu d'implantation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
8	Plan de gestion des déchets – traitement des déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
9	Plan de gestion des déchets – mesures de prévention	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
10	Plan de gestion des déchets – surveillance	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
11	Plan de gestion des déchets – remise en état	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'inspection était ciblée sur la gestion des déchets d'extraction dans le cadre de la poursuite de l'action nationale relative à la Directive des Déchets de l'Industrie Extractive conduite en 2022. Le plan de gestion des déchets du site correspond aux mesures mises en œuvre sur la carrière. L'inspection n'a pas identifié de non conformité sur les points contrôlés.

### **2-4) Fiches de constats**

**N° 1 : Existence d'une installation de gestion de déchets inertes - vérification**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 + annexe I
<b>Thème(s) :</b> Autre, Existence d'une installation de gestion de déchets inertes et TNP
<b>Prescription contrôlée :</b> Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes issus de l'exploitation de la carrière et des installations de traitement. On entend par zone de stockage : - lorsque les déchets d'extraction sont inertes un endroit choisi pour y déposer des déchets d'extraction solides ou liquides, en solution ou en suspension, pendant une période supérieure à trois ans, à la condition que cet endroit soit équipé d'une digue, d'une structure de retenue, de confinement ou de toute autre structure utile ; ces installations comprennent également les terrils, les verses et les bassins. Les déchets d'extraction inertes, lorsqu'ils sont replacés dans les trous d'excavation à des fins de remise en état ou à des fins de construction liées au processus d'extraction des minéraux (pistes, voies de circulation, merlons...), ne sont pas visés par les dispositions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes du présent arrêté. On entend par déchets d'extraction les déchets provenant des industries extractives, tels que les résidus (c'est-à-dire les déchets solides ou boueux subsistant après le traitement des minéraux par divers procédés), les stériles et les morts-terrains (c'est-à-dire les roches déplacées pour atteindre le gisement de minerai ou de minéraux, y compris au stade de la préproduction) et la couche arable (c'est-à-dire la couche supérieure du sol). Ces déchets sont considérés comme des déchets d'extraction inertes, au sens du présent arrêté, s'ils satisfont aux critères fixés à l'annexe I du présent arrêté.
<b>Constats :</b> Les déchets d'extraction correspondent à de la terre végétale non polluée et à des déchets de calcaires (code 01 01 02) provenant des stériles. Ces déchets font partie de l'annexe de la circulaire du 22 août 2011 relative à la définition des déchets inertes pour l'industrie des carrières au sens de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994. Cette annexe précise la liste des déchets inertes dispensés de caractérisation. Ainsi, les déchets d'extraction peuvent être considérés comme inertes.  Les déchets d'extraction sont stockés moins de 3 ans avant d'être utilisés dans le cadre de la remise en état du site, qui consiste à remblayer le fond de fouille au fur et à mesure de l'avancement de l'extraction pour le végétaliser. L'emplacement sur lequel ils sont stockés temporairement n'est donc pas considéré comme une zone de stockage de déchets d'extraction inertes au sens de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 2 : Existence d'une installation de gestion de déchets de cat A - vérification**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
<b>Thème(s) :</b> Autre, Existence d'une installation de gestion de déchets de catégorie A
<b>Prescription contrôlée :</b> En cas de risques de perte d'intégrité des zones de stockage des déchets d'extraction inertes tels qu'évalués selon les dispositions de l'annexe VII de l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives, l'exploitant devra respecter les prescriptions prévues aux articles 7 à 9 de l'arrêté susmentionné.
<b>Constats :</b> L'inspection menée n'a pas permis de diagnostiquer un potentiel risque de perte d'intégrité de la zone de stockage des déchets d'extraction inertes. L'installation de gestion de déchets ne répond pas aux critères de classement en catégorie A, tels que définis dans l'arrêté ministériel du 19 avril 2010.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Gestion et suivi des zones de stockage – aménagement et entretien

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
<b>Thème(s) :</b> Autre, Gestion et suivi des zones de stockage
<b>Prescription contrôlée :</b> Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution.
<b>Constats :</b> L'emplacement sur lequel sont stockés temporairement les déchets d'extraction inertes n'étant donc pas considéré comme une zone de stockage de déchets d'extraction inertes au sens de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 (cf. point de contrôle n°1), cette prescription ne s'applique pas à cette zone. Cependant, il est à noter que lors de l'inspection, il n'a pas été constaté d'instabilité ou d'éboulement des stocks de déchets d'extraction. Il n'a pas non plus été constaté d'envols de poussières ni d'impact sur l'environnement provenant de ces zones.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : Gestion et suivi des zones de stockage – suivi déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
<b>Thème(s) :</b> Autre, Gestion et suivi des zones de stockage
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés.
<b>Constats :</b> L'emplacement sur lequel sont stockés temporairement les déchets d'extraction inertes n'étant donc pas considéré comme une zone de stockage de déchets d'extraction inertes au sens de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 (cf. point de contrôle n°1), cette prescription ne s'applique pas à cette zone. Cependant, il est à noter que l'exploitant réalise des relevés par drone pour établir un plan et avoir le relevé de tous les points de la carrière, y compris les stocks de stériles.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 5 : Gestion et suivi des zones de stockage – Localisation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
<b>Thème(s) :</b> Autre, Gestion et suivi des zones de stockage
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes.
<b>Constats :</b> L'emplacement sur lequel sont stockés temporairement les déchets d'extraction inertes n'étant donc pas considéré comme une zone de stockage de déchets d'extraction inertes au sens de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 (cf. point de contrôle n°1), cette prescription ne s'applique pas à cette zone. Cependant, il est à noter que les plans présentés lors de l'inspection localisaient correctement les stocks de stériles.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Plan de gestion des déchets – nature et quantité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
<b>Thème(s) :</b> Autre, Cohérence PGD / terrain
<b>Prescription contrôlée :</b> Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : - la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'un plan de gestion des déchets inertes et terres non polluées des industries extractives, mis à jour en 2022.  Ce dernier contient : <ul style="list-style-type: none"><li>• la caractérisation des déchets d'extraction : terres végétales et stériles d'exploitation issus de bancs calcaires marneux (01 01 02) ;</li><li>• le volume de déchets stockés lors de la réalisation du plan : 800 m3 de terre végétale et 5820 m3 de stériles ;</li><li>• une estimation des quantités totales des déchets d'extraction qui seront stockés sur la période 2022-2025 : 1 100 m3 de terre végétale et 135 000 t de stériles.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 7 : Plan de gestion des déchets – lieu d'implantation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
<b>Thème(s) :</b> Autre, Cohérence PGD / terrain
<b>Prescription contrôlée :</b> Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'un plan de gestion des déchets inertes et terres non polluées des industries extractives, mis à jour en 2022.  Ce dernier contient un plan de localisation du stockage temporaire des déchets d'extraction avant leur utilisation pour la remise en état, qui est menée de manière coordonnée. Les déchets d'extraction sont mis en tas de manière très temporaire (6/7 mois) avant d'être déplacés pour le réaménagement (recouvrement des stériles dans l'excavation pour la végétaliser). L'exploitant a pris soin de séparer la terre végétale des stériles de découverte.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 8 : Plan de gestion des déchets – traitement des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
<b>Thème(s) :</b> Autre, Cohérence PGD / terrain
<b>Prescription contrôlée :</b> Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ; -la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'un plan de gestion des déchets inertes et terres non polluées des industries extractives, mis à jour en 2022.

<p>Ce dernier contient :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la définition des étapes d'exploitation responsables de la production des déchets : les étapes générant des déchets d'extraction sont le décapage et l'extraction des matériaux, avec la production de stériles dans les bancs de calcaires marneux ;</li> <li>• leurs traitements éventuels : les déchets d'extraction ne subissent pas de traitement ultérieur ;</li> <li>• la description des modalités d'élimination ou de valorisation des déchets : les déchets sont utilisés pour le réaménagement du site, en remblayant l'excavation.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 9 : Plan de gestion des déchets – mesures de prévention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
<b>Thème(s) :</b> Autre, Cohérence PGD / terrain
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <p>-en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a identifié dans son plan de gestion des déchets inertes et terres non polluées des industries extractives un impact potentiel, mais négligeable, de ces matériaux sur l'eau, l'air et la salubrité publique, notamment à travers l'envol de poussières.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 10 : Plan de gestion des déchets – surveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
<b>Thème(s) :</b> Autre, Cohérence PGD / terrain
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <p>-les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Aucune mesure de prévention, contrôle ou surveillance n'est prévue dans le plan de gestion des déchets inertes et terres non polluées des industries extractives.</p> <p>Le site, occupant initialement des installations fixes de traitement, était soumis aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 26/11/2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc. relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2515 de la nomenclature des ICPE.</p> <p>Il n'y a aujourd'hui plus d'installation fixe de traitement sur site, des campagnes de concassage sont prévues 2 fois par an via des installations mobiles.</p> <p>De plus, le stockage des stériles sur cette carrière ne présente pas un effet remarquable sur l'enjeu d'envol de poussières.</p> <p>Suite à un dépôt de dossier de demande de prolongation et de modifications d'exploitation en octobre 2022, l'exploitant propose et s'engage à effectuer des mesures de retombées de poussière lors des campagnes de traitement, soient 2 fois par an. Cette disposition sera à notifier lors de la prochaine visite d'inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 11 : Plan de gestion des déchets – remise en état

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
<b>Thème(s) :</b> Autre, Cohérence PGD / terrain
<b>Prescription contrôlée :</b> Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'un plan de gestion des déchets inertes et terres non polluées des industries extractives, mis à jour en 2022.  Ce dernier contient le plan de remise en état de la zone de stockage de déchets.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet